

# BAZOOKA

## ENTRE DESTIN ET DESTIN

PAR MOHAMED BOUHAMIDI  
mbouhamidi2001@yahoo.fr.

Comme moi, vous lisez sur les journaux que s'annonce une formidable tempête sur le troisième mandat pour le président de la République. Car, en fait de réforme constitutionnelle, les intervenants n'ont retenu que cette question du troisième mandat comme si le reste de la réforme n'avait pour but que de l'habiller, la légitimer, lui donner de la consistance, éloigner les soupçons sur les motivations réelles. Au milieu de ce vacarme annoncé et déjà circonscrit à un mauvais débat autour du destin politique du président, une voix anonyme mais intelligente, me rappelle à quelques vérités de fond. Ecoutez-la :

«Le baril a franchi "la barre" des 100 dollars avec toujours la même impuissance de ce régime à transformer cette conjoncture en dynamique de développement économique et social, c'est-à-dire en emplois productifs, qualifiants, valorisants, bref qui donneraient à notre jeunesse l'envie et la force de marcher la tête haute et de regarder droit devant. C'est tout de même étrange qu'on ait à se préoccuper non de la rareté de la ressource financière mais de son abondance... et ce n'est pas les petites phrases des Temmar et Chakib Khelil qui vont dissiper ce malaise.

Les hydrocarbures ne sont quand même pas une ressource banale qui autorise à en faire l'affaire du seul ministre de l'Energie, voire d'un Parlement construit, tout le monde le sait, avec moins du cinquième de l'électorat. Il est temps de penser à la mise en place d'un organe indépendant, qualifié et crédible, doté de prérogatives claires et transparentes en matière d'évaluation et de contrôle de la politique de valorisation de cette ressource vitale, bien de tout le peuple algérien....

Et, est-ce qu'on peut, enfin, aborder la seule véritable question qui compte... comment mettre à profit pour le démarrage industriel, de l'Algérie (parce que pour nos «pays fournisseurs» je sais qu'on y contribue plus qu'honorablement), le formidable atout que représente un secteur qui investit en moyenne 3 milliards de dollars par an, soit au bas mot 210 milliards de dinars/an, disons un demi-milliard de dinars par jour ? Un secteur qui affiche ce rythme de dépenses sur 10 à 15 ans offrant, en même temps, une visibilité sur le long terme incomparable. Quelles parts les entreprises algériennes peuvent-elles prendre dans ce gigantesque développement des ressources pétrolières et gazières ?

Voilà des questions très pratiques... jamais posées à nos deux experts qui ont, de plus, l'avantage de «la proximité de vues» sur la «relance».

A moins que notre mektoub soit d'exporter du travail et d'importer du chômage... et le terrorisme avec...»

C'est bien ce que je crains. Que ce vacarme autour d'un mandat n'étouffe et n'obscurcisse les autres questions vitales, celle du nécessaire contrôle démocratique sur la gestion du pays et de ses richesses, celle du droit des Algériens à l'expression et l'organisation syndicales et politiques, celle du droit des Algériens à s'exprimer dans les médias lourds qu'ils financent par les taxes et par leur part de pétrole, celle du droit à la vie contre les tentatives génocidaires répétées du terrorisme et de son idéologie, celle de tous les droits et libertés démocratiques. Voilà, en substance, ce que nous dit cette voix anonyme. Elle méritait votre attention.

M. B.

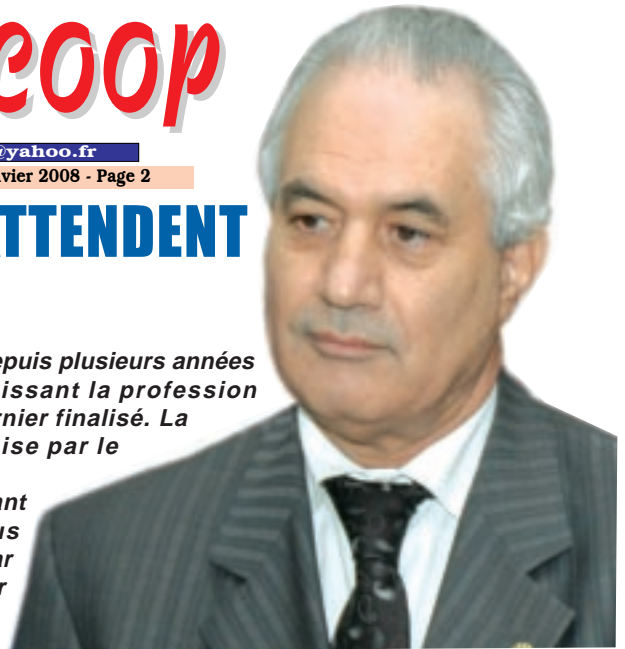
# PERISCOPE

periscoop2008@yahoo.fr

Le Soir d'Algérie - Lundi 7 janvier 2008 - Page 2

## LES AVOCATS ATTENDENT TOUJOURS

Les avocats qui réclament depuis plusieurs années l'adoption d'un texte régissant la profession désespèrent de voir ce dernier finalisé. La révision de la loi 91-04, promise par le garde des Sceaux, tarde à venir. Les robes noires avaient pourtant affiché un certain consensus autour de la copie présentée par Tayeb Belaïz, interpellé hier par des députés au sujet de ce retard.



### Le défi du wali

Selon des indiscretions, le wali d'Alger aurait pris l'engagement auprès de sa tutelle d'éradiquer les bidonvilles recensés au niveau de la capitale.

Selon nos sources, M. Adou Mohamed Lekbir, qui a mis en place des structures de suivi au niveau des différentes circonscriptions administratives de la capitale, compte éliminer, d'ici la fin 2009, la moitié des 40 000 constructions illicites recensées.



### Finie la ligne bleue !

La fameuse ligne bleue vivrait ses dernières heures. Selon des sources proches du dossier, la commission d'évaluation, qui se réunira bientôt, va proposer l'abandon du projet pour tests non concluants.

Il semblerait également que des instructions ont été données aux agents de l'ordre afin de ne plus mettre leur vie en danger en se plaçant sur la bande en question afin de débusquer les potentiels contrevenants.

## Le HCA divisé

Le Haut-Commissariat à l'amazighité est désormais divisé en deux clans. La preuve, deux événements simultanés sont organisés dans deux villes différentes. Au moment où une équipe prépare le rendez-vous annuel du festival du film amazigh du 9 au 13 janvier, à Sétif, l'autre clan, en désaccord avec le premier, célébrera du 10 au 13 janvier l'An amazigh, Yennayer, à Oran.

# le HIC

lehic.dz@hotmail.com

POUVOIR D'ACHAT...  
ET PETROLE À 100 DOLLARS



HIC